

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

LACTINOV ABBEVILLE

ZI - 12 Route de Vauchelles
80100 Abbeville

Références : 2026-E10021
Code AIOT : 0005101699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement LACTINOV ABBEVILLE implanté ZI - 12 Route de Vauchelles 80100 Abbeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACTINOV ABBEVILLE
- ZI - 12 Route de Vauchelles 80100 Abbeville
- Code AIOT : 0005101699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LACTINOV ABBEVILLE exploite, sur le territoire de la commune d'Abbeville, une

installation de transformation et de commercialisation de produits laitiers et ses dérivés, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/01/2007 modifié. Elle dispose par ailleurs d'un donner-acte du 15/09/2021 relatif aux modifications apportées aux tours aéroréfrigérantes présentes sur le site (TAR 1 dite Baltimore et TAR 6 dite Jacir) et classées au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime à déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1	Sans objet
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)	Sans objet
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)	Sans objet
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.	Sans objet
5	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	en Lp		
6	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.	Sans objet
7	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un justificatif de conformité a été demandé à l'exploitant sous 9 mois. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où le justificatif ne serait pas fourni dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.1. Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie,

<p>date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</p> <p>- les attestations de formation de ces personnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une lettre de nomination désignant les personnes responsables du suivi des tours aéroréfrigérantes (TAR) a été présentée à l'inspection des installations classées. Elle est signée du directeur du site et désigne trois personnes : le responsable Hygiène-Sécurité Environnement, le responsable Laboratoire pour le suppléer en cas d'absence, le technicien de maintenance. Leurs attestations de formation ont été présentées. Elles sont datées du 23/02/2024 pour le responsable Hygiène-Sécurité Environnement et du 23/12/2021 pour le responsable Laboratoire et le technicien de maintenance. Les attestations du prestataire EAUTEX en charge de l'entretien et de la maintenance des TAR ont été présentées ; elles datent du 7 juin 2024. Le plan de formation a également été présenté. Pour les formations réalisées en 2021, une nouvelle session de formation APAVE sera programmée au 4ème trimestre au plus tard le 22/12/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une analyse méthodique des risques (AMR), commune aux deux TAR du site, a été présentée et transmise à l'inspection des installations classées. Elle reprend les descriptions et points attendus dans l'article visé par ce point de contrôle. Les TAR du site ne présentent aucun bras mort. Le fonctionnement de la tour 1 a été expliqué (arrivée d'eau d'appoint, point de traitement de l'eau d'appoint par pompe doseuse, point de prélèvement...) par le responsable maintenance depuis le schéma présent dans l'AMR et in situ.</p> <p>La dernière mise à jour de l'AMR date de juin 2024 et s'est faite avec l'accompagnement du bureau APAVE (rapport n°C24020512 du 13/03/2025). Une révision de l'AMR est programmée en avril 2026. Il est prévu que cette révision se réalise en interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité</p>

des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Le plan d'entretien, la fiche de stratégie de traitement et le plan de surveillance des TAR du site ont été présentés et transmis à l'inspection des installations classées. Ces documents sont regroupés dans le manuel d'exploitation TAR, à raison d'un par TAR, dans lequel on retrouve notamment :

- la fiche de stratégie de traitement,
- le plan de l'installation,
- le programme de traitement,
- la régulation et le monitoring de l'installation,
- le programme de suivi de l'eau d'appoint, des eaux de circuit et des eaux de rejet,
- la fiche de stratégie de traitement,
- le plan de surveillance,- le plan d'entretien,- la vérification du fonctionnement de la pompe doseuse,
- les différentes procédures de traitement (dégradé, désinfection en cas de flore interférente, en cas de concentration en LP > 1000 UFC/l, de concentration > 100 000 UFC/l, désinfection lors du nettoyage annuel),
- les procédures de prélèvements.

Le plan d'entretien définit, pour chaque équipement concerné, le type d'entretien, la fréquence d'entretien et l'intervenant mais ne précise pas le facteur de risque concerné, ni le type ni le nom du produit.

La fiche de stratégie de traitement est bien conjointe au plan d'entretien (dans le manuel d'entretien), elle est réactualisée chaque année par le prestataire EAUTEX. On y retrouve les informations relatives au traitement préventif (système de pompe doseuse en avec réactif anti-tartre et réactif de biocide non-oxydant, pas d'utilisation de bioxyde oxydant) ainsi que les produits de décompositions.

Le plan de surveillance général est rattaché à la procédure de contrôle des eaux et utilités qui précise pour chaque indicateur physico-chimique, bactérien, les valeurs cible, valeurs d'alerte et valeurs d'action.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation :

Le plan d'entretien pourrait judicieusement reprendre les facteurs de risques identifiés dans l'AMR afin de renforcer la compréhension des actions définies dans ce plan en termes de gestion des risques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification. Objet du contrôle : - présentation du carnet de suivi complet et tenu à jour (le

non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour.
Constats : Le carnet de suivi de chacune des TAR a été présenté à l'inspection des installations classées. On y retrouve les éléments attendus à l'article visé dans ce point de contrôle. Ils sont complets et tenus à jour. Dans le carnet d'entretien de chaque TAR, le dernier entretien annuel est répertorié en date du 13/10/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : Au cours des douze derniers mois, des retards de transmission des résultats de l'autosurveillance des TAR ont été constatés sur l'application GIDAF . Ces retards sont dus à des problèmes d'enregistrement sur GIDAF de déclarations pourtant faites dans les délais. La situation est rétablie depuis décembre 2025. Parallèlement aux déclarations sur GIDAF, l'exploitant transmet chaque année le bilan annuel des TAR ; ils sont réalisés sur 15 mois (janvier de l'année N-1 à mars de l'année N). Au cours de l'inspection, les rapports d'essai de chacune des TAR sur l'année 2025 ont été présentés. Ils ne présentent pas de dépassements et confirment le respect de périodicité bimestrielle des analyses. La responsable HSE a précisé qu'aucun traitement de choc n'avait été réalisé en 2025. Les analyses et rapports sont tous réalisés par la société EAUTEX hormis les analyses réalisées dans le cadre du contrôle inopiné traitées dans le rapport du bureau SOCOTEC du 25/08/2025.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation :</u> <i>L'exploitant pourrait judicieusement déposer en pièce jointe les rapports d'analyse des tours aéroréfrigérantes lors de ses télédéclarations. Aussi en cas de suspicion de dispersion de LP dans le secteur d'Abbeville, l'inspection des installations classées disposerait des derniers rapports d'analyse.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Nettoyage préventif annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.1.2.c.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport d'entretien annuel des TAR a été présenté et transmis à l'inspection des installations classées : certificat de nettoyage/désinfection des tours de refroidissement Baltimore, de la société EAUTEX en date du 14 octobre 2025. Ce rapport relève pour la Tour Baltimore (TAR1) des dépôts de peinture au niveau des buses et une fuite de chaque côté de la rampe de pulvérisation. L'inspection a pu constater de visu que cette fuite est non réparée. L'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'action du suivi des TAR, créé le 7/06/2025 et mis à jour le 7/01/2026, dans lequel sont reprises les actions correctives dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débouchage des 5 buses de la TAR 1 lors du nettoyage annuel d'octobre 2025, - remplacement du robinet de prélèvement en laiton de chacune des TAR, lors du prochain nettoyage annuel avant le 31 octobre 2026, - réparation de la fuite constatée sur la TAR 1, lors du prochain nettoyage annuel avant le 31 octobre 2026. <p>La responsable HSE explique que le nettoyage des TAR ne peut se faire qu'en période d'arrêt de production et que celui-ci est dépendant de l'activité laitière ; ce qui ne permet pas de programmer l'entretien annuel très en amont.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : <ul style="list-style-type: none">- les coordonnées de l'installation ;- la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;- la date du prélèvement ;- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;
Constats : La procédure en cas de dépassement des 100 000 UFC/L a été présentée à l'inspection des installations classées. Elle est présente dans le manuel d'exploitation de chacune des TAR et respecte les attendus. L'arrêt immédiat y est bien prévu. Un mail type à transmettre à l'inspection existe et a été présenté : il reprend les coordonnées courriel de l'unité départementale de la Somme, celles de l'inspecteur, ainsi que leurs téléphones et les principales informations à délivrer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Entretien préventif de l'installation. L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant

s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5.

Constats :

L'inspection des installations classées a vérifié de visu les TAR du site. Un masque FFP3 et des chaussons de marche lui ont été fournis par la responsable HSE, en complément de ses propres équipements de protection individuels. Les TAR sont situées en toiture de bâtiment et ne sont accessibles qu'après avoir déverrouillé un cadenas à clé. Des panneaux signalant l'obligation du port des EPI et la zone de danger sont présents dans la cage d'escalier menant au toit terrasse. Les abords de chaque tour sont propres (pas de feuillage, ou autres débris).

L'inspection a constaté de visu, comme évoqué en point de contrôle n°6, une fuite de chaque côté de la rampe de pulvérisation en haut de la TAR1. La réparation de cette fuite est prévue d'ici mi-octobre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le mois suivant la réparation de la fuite de la rampe de pulvérisation de TAR 1 et au plus tard le 13 octobre 2026, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, un justificatif attestant de son effectivité (ex : facture de réparation, rapport de nettoyage attestant de la réparation...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois